

COMMUNIQUÉ CFTC DGFIP

DE LA SUPPRESSION DE L'ENA ...

La disparition de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a été annoncée par le Président de la République lors de son intervention médiatique du 25 avril dernier, concluant le grand débat.

Petit retour en arrière :

Le grand débat de 3 mois qui s'est terminé fin mars, avait été lancé le 10 décembre 2018 par le Président lui-même en réponse au mouvement des «Gilets Jaunes », afin de cerner les attentes des français et illustrer un élan de démocratie participative.

Le mouvement des «Gilets Jaunes», initié en octobre dernier par la mise en ligne d'une pétition contre la hausse du prix des carburants, s'est ensuite cristallisé autour d'un certain nombre de revendications dans des domaines variés tels : le rétablissement de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune), l'instauration du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), le besoin de plus de services publics, l'exigence de moins d'impôt et donc de plus de pouvoir d'achat...

Le 25 avril donc, parmi les quelques réponses apportées aux contributions (orientées ?...) issues du grand débat, le Président de la « Start Up Nation » ajoute la suppression de l'ENA. Celle-ci ne semble pourtant pas constituer une réponse directe à une exigence en matière de pouvoir d'achat pour une majorité des français.

Alors de quelle maladie incurable est donc atteinte cette école qui a pourtant formé 4 présidents de la Vème République dont l'actuel, au point d'en prescrire l'euthanasie rapide ?

Ce qui choque, c'est le pantouflage, la perméabilité entre les grands corps de la haute fonction publique où sont affectés les lauréats de l'ENA, et les postes à haute responsabilité dans les grands groupes privés. Les conflits d'intérêt ne sont jamais très loin.

Ce qui gêne, c'est l'impression, pourtant pas toujours avérée, d'une reproduction dans cette école, des « élites » de la société française. (La dernière promotion en cours ne compte en effet aucun enfant d'énarque, de ministre ou de parlementaire ; par ailleurs, seuls 15 des 577 députés actuels sont passés par l'ENA).

Ce qui est entretenu, c'est l'idée que l'ENA et les hauts fonctionnaires constituent des castes uniquement « dressées » pour compliquer la vie des concitoyens et sont responsables de nombre de leurs difficultés quotidiennes.

Si seuls 19% des élèves de la promotion « Molière » en cours sont issus des milieux ouvrier, agricole, de l'artisanat, du commerce ou comptant un parent chomeur, c'est bien le problème de l'égalité des chances qu'il faut traiter.

Trop souvent dans notre pays l'égalité des chances d'accéder à l'élite est confondue avec l'égalitarisme qui lui, conduit au déclin en garantissant à tous une position sans lien avec un quelconque ascenseur social. C'est l'égalité des chances qui permet l'ascenseur social. Quand celui ci est en panne, l'égalitarisme est un palliatif commode, mais destructeur.

Pour la CFTC DGFIP, une école qui forme les plus hauts cadres de la fonction publique incarnant l'égalité des chances et ne permettant pas les allers retours entre monde des affaires et administration publique, n'est pas une utopie.

Pour la CFTC DGFIP une question se pose : Supprimer l'ENA au moment même où une réforme de la fonction publique va permettre de recruter sous contrat des « managers issus du privé », formés dans des grandes écoles privées de commerce et de management et passés par les grands groupes privés, interroge sur la volonté réelle de conserver une fonction publique digne de ce nom, au service du public et de la collectivité.

Vue sous cet angle, la suppression de l'ENA, mesure a priori incongrue au milieu d'un débat sur le pouvoir d'achat, prendrait son véritable sens...

Où, comme dit l'adage : « qui veut tuer son chien, dit qu'il a la rage ».

A méditer...

CONTACT PRESSE CFTC :

Mail : cftcdgfip@gmail.com